

Art. 10. § 1^{er}. A l'article 4 du même arrêté, les §§ 1^{er}, a et 4 sont abrogés.

§ 2. A l'article 4, § 1^{er}, b du même arrêté, les mots « ou du gardien » sont supprimés.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 1993 sauf lorsqu'il n'a autre date est fixée pour son application.

Art. 12. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 février 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,

K. PINXTEN

Le Ministre du Budget,

H. VAN ROMPUY

Art. 10. § 1. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de §§ 1, a en 4 opgeheven.

§ 2. In artikel 4, § 1, b van hetzelfde besluit worden de woorden « ou du gardien » geschrapt.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1993 behalve wanneer een andere datum voor zijn toepassing is vastgesteld.

Art. 12. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 februari 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

K. PINXTEN

De Minister van Begroting,

H. VAN ROMPUY

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 95 — 1210

[S-C — 29202]

30 MARS 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les modalités de transfert des membres du personnel du Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des Personnes handicapées à la Région wallonne et à la Commission communautaire française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 121 et 138 de la Constitution;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'avis du Ministre de la Fonction publique donné le 27 mars 1995;

Vu l'avis du Conseil de gestion du Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des Personnes handicapées du 27 janvier 1994;

Vu le protocole d'accord n° 106 du Comité de Négociation du Secteur XVII conclu le 28 avril 1994;

Vu l'avis conforme du Collège de la Commission communautaire française, donné le 17 mars 1994;

Vu l'avis conforme du Gouvernement régional wallon donné le 21 avril 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement du 27 mars 1995,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o le Fonds : le Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des Personnes handicapées créé par le décret du 3 juillet 1991 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

2^o les membres du personnel : les agents nommés à titre définitif du Fonds et les stagiaires.

Les stagiaires sont réputés titulaires, en leur qualité de stagiaire, du grade pour lequel ils ont été admis au stage.

Art. 2. § 1^{er}. Par un ordre de service, les membres du personnel sont invités à faire savoir, par écrit, dans les dix jours ouvrables à dater du jour de dépôt du pli recommandé, s'ils souhaitent être transférés à la Commission communautaire française, sur un des emplois énumérés dans l'ordre de service.

Ils adressent directement leur demande à l'Administrateur général du Fonds qui en accuse réception; ils font parvenir une copie de leur demande à leur supérieur hiérarchique.

L'Administrateur général transmet la demande au Ministre chargé du contrôle du Fonds.

Les demandeurs qui possèdent la qualification requise sont classés par grade, dans l'ordre suivant et sont transférés dans cet ordre :

1^o les agents nommés à titre définitif;

2^o les stagiaires.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa précédent, un droit de priorité est accordé aux membres du personnel du Fonds qui sont affectés dans le bureau régional de Bruxelles.

Dans chacun des mêmes groupes, les membres du personnel sont classés comme suit :

1^o le membre du personnel le plus ancien dans le niveau;

2^o à égalité d'ancienneté de niveau, le membre du personnel le plus ancien en grade;

3^o à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;

4^o à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

§ 2. Si, après qu'il a été satisfait aux demandes, il reste des emplois à pourvoir, le nombre nécessaire des membres du personnel chargés des tâches correspondant à ces emplois et affectés à l'administration centrale et dans les bureaux provinciaux du Fonds, est transféré d'office dans l'ordre inverse de celui que déterminent les alinéas 4 à 6 du premier paragraphe du présent article.

§ 3. Les membres du personnel sont transférés par un arrêté nominatif du Gouvernement de la Communauté française pris de l'avis conforme du Collège de la Commission communautaire française et du Gouvernement wallon.

Art. 3. Les agents qui, à l'issue de la procédure visée à l'article 2, ne sont pas transférés à la Commission communautaire française, sont transférés d'office à la Région wallonne.

Art. 4. § 1er. Les transferts ne constituent pas des nouvelles nominations ni des transferts au sens du statut du personnel tels que visés dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

§ 2. Les membres du personnel transférés conservent leur qualité, leur grade, leur ancienneté administrative et leur ancienneté pécuniaire.

Sans préjudice du § 4 du présent article, ils conservent également les allocations, indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient avant leur transfert conformément à la réglementation qui les octroie.

Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent dans les Services du Gouvernement régional wallon ou de la Commission communautaire française.

§ 3. Lorsqu'un membre du personnel est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure au Fonds, il est uniquement tenu compte pour son affectation de son grade statutaire. Si, dans le service dans lequel il est transféré, il est à nouveau chargé, dès la date de son transfert et sans interruption, de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée, il est censé poursuivre l'exercice de la fonction antérieure pour l'application de l'arrêté royal du 19 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat.

§ 4. Les membres du personnel soumis à l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat conservent, à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, le dernier signalement qui leur a été attribué.

Ce signalement demeure valable jusqu'à l'attribution d'un nouveau signalement. Si, à la date de son transfert en vertu du présent arrêté, un agent a introduit une demande en révision de son signalement, la procédure est poursuivie à la Région wallonne ou à la Commission communautaire française, selon les règles qui y sont en vigueur.

§ 5. Les membres du personnel conservent les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un examen organisé par le Fonds, d'un concours d'accession au niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade organisé par les Services de la Communauté française auxquels ils ont appartenu avant leur transfert.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen à la Région wallonne ou à la Commission communautaire française. Si les procès-verbaux des concours ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats des concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 mars 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 95 — 1210

[S-C — 29202]

30 MAART 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de nadere regels voor de overdracht van de personeelsleden van het Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces naar het Waalse Gewest en naar de Franse Gemeenschapscommissie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 121 en 138 van de Grondwet;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 27 maart 1995;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van het Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun integratie in het arbeidsproces van 27 januari 1994;

Gelet op het protocol-akkoord n° 106 van het Onderhandelingscomité van sector XVII, gesloten op 28 april 1994;

Gelet op het eensluidend advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, gegeven op 17 maart 1994;

Gelet op het eensluidend advies van de Waalse Gewestregering, gegeven op 21 april 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met de Ambtenarenzaken, het Kind en de Gezondheids promotie;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 27 maart 1995 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1° het Fonds : het Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces ingericht door het decreet van 3 juli 1991 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

2° de personeelsleden : de ambtenaren van het Fonds die vast benoemd zijn en de stagiairs.
De stagiairs worden geacht titularis te zijn, als stagiairs, van de graad waarvoor zij tot de stage werden toegelaten.

Art. 2. § 1. Door middel van een dienstorder, worden de personeelsleden verzocht, bij een ter post aangetekend schrijven, schriftelijk te laten weten, binnen de tien werkdagen na de afgifte van dat schrijven, of zij wensen te worden overgedragen naar de Franse Gemeenschapscommissie, op een van de betrekkingen opgesomd in de dienstorder.

Zij richten hun aanvraag rechtstreeks tot de Administrateur-generaal van het Fonds, die de ontvangst ervan bericht; zij laten een afschrift van hun aanvraag aan hun hiërarchische meerdere geworden.

De Administrateur-generaal zendt de aanvraag naar de Minister belast met het toezicht over het Fonds door.

De personeelsleden die de vereiste kwalificatie bezitten, worden per graad in de onderstaande volgorde gerangschikt en worden in die volgorde overgedragen :

1° de vast benoemde personeelsleden;

2° de stagiairs.

In elk van de groepen vermeld in vorig lid, wordt voorrang verleend aan de personeelsleden van het Fonds die aangewezen zijn in het gewestelijk bureau Brussel.

Binnen elk van de groepen worden de personeelsleden gerangschikt als volgt :

1° het personeelslid met de grootste niveau-anciënniteit;

2° bij gelijke niveau-anciënniteit, het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;

3° bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;

4° bij gelijke dienstanciënniteit, het oudste personeelslid.

§ 2. Indien er, nadat aan de aanvragen is voldaan, nog betrekkingen te begeven zijn, wordt het nodig aantal personeelsleden belast met de opdrachten die overeenstemmen met deze betrekkingen en aangewezen voor het hoofdbestuur en in de provinciale bureaus van het Fonds, van ambtswege overgedragen in de omgekeerde orde als deze bepaald door de leden 4 tot 6 van de eerste paragraaf van dit artikel.

§ 3. De personeelsleden worden bij een nominatief besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap overgedragen, op eensluidend advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie of van de Waalse Regering.

Art. 3. De ambtenaren die, na de procedure bedoeld bij artikel 2, niet naar de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen worden, worden van ambtswege naar het Waalse Gewest overgedragen.

Art. 4. § 1. De overdracht is noch een nieuwe benoeming, noch een overplaatsing in de zin van het statuut van het personeel zoals bedoeld bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel.

§ 2. De overgedragen personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve en geldelijke anciënniteit.

Onverminderd § 4 van dit artikel, behouden zij tevens de toelagen, vergoedingen of premies en andere voordelen die zij genoten voor hun overdracht overeenkomstig de reglementering waarbij al deze voordelen worden toegekend.

Zij behouden de voordelen die gekoppeld zijn aan hun betrekking voor zover dat de toekenningsvoorwaarden nog blijven bestaan in de Diensten van de Waalse Gewestregering of van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 3. Wanneer een personeelslid belast is met de uitoefening van een hoger ambt bij het Fonds, wordt voor zijn aanwijzing alleen rekening gehouden met zijn statutaire graad. Indien hij bij de dienst waarnaar hij overgedragen wordt, vanaf de datum van zijn overdracht zonder onderbreking opnieuw belast wordt met de uitoefening van hetzelfde hoger ambt als het hoger ambt dat hij uitoefende, wordt hij voor de toepassing van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Rijksbesturen geacht het hoger ambt verder uit te oefenen.

§ 4. De personeelsleden op wie het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel van toepassing is, behouden bij het Waalse Gewest en bij de Franse Gemeenschapscommissie de laatste beoordeling die hun werd toegekend.

De beoordeling blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe beoordeling. Indien een ambtenaar, op de datum van zijn overdracht krachtens dit besluit, een aanvraag tot herziening van zijn beoordeling heeft ingediend, wordt de procedure voortgezet bij het Waalse Gewest of bij de Franse Gemeenschapscommissie, volgens de daar geldende regels.

§ 5. De personeelsleden behouden de aanspraken op bevordering die zij hebben verworven door het slagen voor een examen ingericht door het Fonds, een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of voor een examen voor verhoging in graad georganiseerd door de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap waartoe zij vóór hun overdracht behoorden.

Voor hun rangschikking worden de geslaagden geacht het vergelijkend examen of het examen te hebben afgelegd bij het Waalse Gewest of bij de Franse Gemeenschapscommissie. Indien het om vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op dezelfde datum is afgesloten, worden de geslaagden onderling gerangschikt alsof het om een zelfde vergelijkend examen ging.

Indien het om vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op verschillende data is afgesloten, wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor het vergelijkend examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegen datum werd afgesloten.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. De Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren, is belast met de uitwerking van dit besluit.

Brussel, 30 maart 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorsitster van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met de Ambtenarenzaken, het Kind en de Gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX